

SOMMET DE LA  
FRANCOPHONIE**Bourassa se  
réjouit de<sup>23</sup>  
l'entente<sup>26</sup>  
intervenu<sup>2</sup>**

■ GATINEAU — Le chef libéral, Robert Bourassa, s'est réjoui hier du fait qu'Ottawa et Québec se soient finalement entendus sur leur statut respectif lors d'un prochain Sommet de la francophonie.

« Je crois avoir parlé à M. Mulroney il y a une semaine environ au téléphone, a indiqué M. Bourassa en conférence de presse. Je lui ai dit n'avoir aucune objection à ce qu'il l'annonce, même en campagne électorale, parce que pour moi c'est extraordinairement important sur le plan culturel que le Québec puisse être reconnu comme entité distincte. »

Le chef libéral n'a pas manqué de souligner que l'entente annoncée vendredi reprenait les termes d'un accord qu'il avait lui-même conclu en 1971 avec le président français, Georges Pompidou, et le premier ministre canadien, Pierre Trudeau.

« Sans vouloir faire de la vantardise inutile, je me contente de rappeler les faits, a souligné M. Bourassa. C'est en 1971, alors que j'étais premier ministre, que nous avons obtenu cette situation nouvelle en droit international: que le Québec, malgré son statut de province à l'intérieur de la fédération canadienne, soit reconnu sur la scène internationale avec un statut distinct comme gouvernement participant. On se trouve maintenant à prolonger ce que nous avons conclu. »

M. Bourassa a ajouté que le seul élément qui lui paraissait encore ténébreux dans cette affaire concerne le statut qui sera réservé aux francophones hors Québec.

Il a par ailleurs indiqué ne pas se souvenir avoir communiqué depuis quelques jours avec son « conseiller constitutionnel » Gil Rémillard. Le candidat libéral de Jean-Talon avait vendu la mèche sur cette entente imminente, mercredi dernier, et avait accusé le gouvernement québécois de délibérément retarder la signature de l'entente à des fins électoralistes.